

vent en avoir nos amis de l'autre côté. Je vois les murs de cette salle ornés de drapeaux anglais, emblèmes de la justice et du "fair play". Si l'on veut nous traiter comme on semble le vouloir, ne vaudrait-il pas mieux enlever tous ces drapeaux plutôt que de les laisser suspendus au-dessus de nos têtes en signe de dérision.

Le projet de loi qui nous est soumis ce soir est le digne couronnement de six années de mauvaise administration, et de six années de législation inique; le couronnement est digne du commencement; il est digne de l'œuvre, et il est digne aussi de ceux qui ont présidé aux destinées du pays depuis le mois d'octobre de 1911. Jusqu'à présent, on a vu toutes sortes de législation plus ou moins bonnes, toutes sortes d'abus de pouvoir et de mal administration des affaires publiques; jusqu'à présent, on a vu l'opposition user de son droit et critiquer tant la législation que l'administration; mais, au moins, jusqu'à présent, les gouvernements au pouvoir ont eu le courage de laisser la discussion se faire librement et de laisser la voix de l'opposition se faire entendre. Quels moyens restent-ils aux représentants du peuple de faire entendre leurs doléances sur cette mesure? Nous considérons que cette loi est la plus inique de toutes celles qui aient été soumises à l'attention de la Chambre et, cependant, on cherche à entraver la liberté de parole et l'on oppose la suspension de la considération de cette clause. Je voudrais établir devant la Chambre, avec l'espérance qu'au moins quelques-uns des journaux, dont les représentants sont encore dans la galerie de la presse, feront connaître aux représentants du pays les raisons que nous avons de nous objecter à cette loi. On nous demande toutes sortes de sacrifices; nous avons enrôlé au delà de 420,000 hommes; nous avons fourni de l'argent en abondance; des honorables ministres nous disent que le Gouvernement est prêt à donner jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier dollar pour mener la guerre à bonne fin.

L'opposition ne s'y est jamais opposée. On a été menacé de banqueroute. Nous sommes prêts à prendre notre part de responsabilité, même dans la banqueroute financière de ce pays. Pour gagner la guerre, allez-vous me dire qu'avec la dette créée pour la guerre, allez-vous me dire qu'avec la dette créée pour remplir notre devoir, comme représentants de toute la population, comme représentants du parlement allez-vous me dire qu'il y a l'ombre d'une raison pour arriver dans les derniers

jours d'un parlement moribond avec une loi qui va mettre sur les épaules de notre peuple une dette dont on ne verra probablement jamais la fin.

Monsieur le président, je ne voudrais pas fatiguer la Chambre avec des chiffres, mais j'ai toujours entendu dire dans le passé que la dette per capita était le moyen de savoir quel était l'état de prospérité d'un pays, et sans vouloir faire de l'histoire ancienne, quand le parti conservateur est tombé du pouvoir en 1896, il a été établi que nous avions une dette de \$47.80 par tête. Tout le monde admettait que le temps était arrivé d'avoir un changement, parce que le pays s'en allait à la banqueroute. Aujourd'hui, avec la dette connue, tant pour l'administration civile que pour les dépenses militaires, en y ajoutant la dette créée par cette loi que nous discutons actuellement, nous allons devoir, en chiffres ronds, deux milliards cent millions. Si les statistiques sont vraies, et que nous avons une population de sept millions, chaque homme, femme et enfant dans le pays est endetté de \$300 par tête. Si en 1896, avec une dette de \$47.80 par tête, le pays était en banqueroute, je vous demande où nous en sommes rendus avec une dette de \$300 par tête; mais, je vais aller plus loin: Si pour faire notre part de contribution à la guerre, il avait été nécessaire d'augmenter la dette publique jusqu'au chiffre énorme de deux milliards cent millions, c'est sans aucune hésitation que de ce côté-ci de la Chambre nous aurions voté toutes les sommes d'argent qui nous auraient été demandées par le gouvernement. Le parti de l'Opposition, par son chef et par ses principaux lieutenants, a pris l'engagement formel de soutenir le gouvernement dans toutes ses demandes d'argent, dans toutes ses demandes de contributions, mais jamais il ne s'est engagé et il ne peut pas s'engager, parce que je prétends qu'en donnant à Mackenzie et Mann ou au Canadien-Nord ou à ceux qui sont intéressés dans la finance que l'on sent sous cette législation, monsieur le Président, malgré tout le talent du ministre des Finances, malgré toute la souplesse de son esprit versé dans les manipulations de toutes sortes, on sent qu'il y a un pouvoir occulte qui tient le gouvernement à la gorge et qui le pousse à marcher pour mettre dans les statuts cette loi que nous discutons en ce moment. Je vais plus loin que cela encore:

Je dis que le Gouvernement qui prétend toujours vouloir tout faire pour l'empire, vouloir tout faire pour la guerre, je prétends que le Gouvernement dont les ministres